



Exploitation &
Attestation de capacité

WEBINAIRE ATTESTATION DE CAPACITE parcours marchandises / voyageur



Focus sur l'accès à la profession -

Mai 2021

Service PEFS - DPSO
S_17307_014



Quelques règles pour le bon déroulement de notre webinaire



**Coupez
votre micro**



**Coupez votre
caméra !**



**Utilisez le chat
pour vos
questions aux
moments
proposés**

point de vigilance : WEBINAIRE enregistré

Comment dialoguer durant le webinaire ?



- 4 parties liées aux 4 conditions
- les cas particuliers
- un cas d'entraînement
- une synthèse
- 6 sondages au fur et à mesure du webinaire

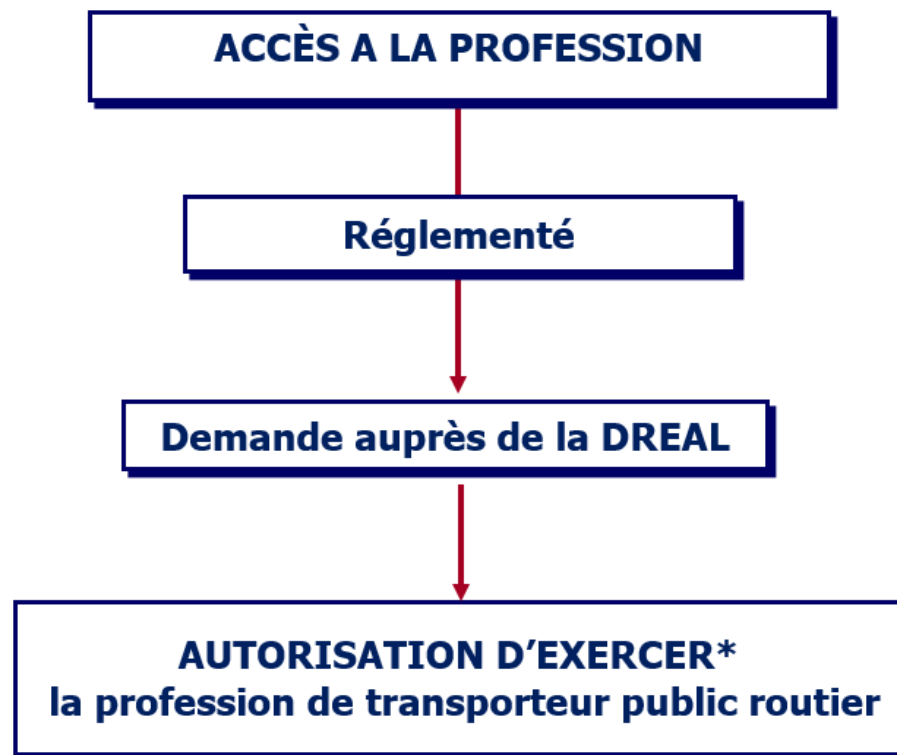
Et des réponses à vos questions via nos échanges par le tchat

Sommaire :

Sondage d'introduction : 2
questions



Modalités d'accès à la profession



Modalités d'accès



2 questions :

Pour être transporteur, il faut déposer un dossier de demande d'autorisation d'exercer la profession de transporteur routier à :

- A. la Chambre de Commerce et d'Industrie
- B. un organisme professionnel ou un syndicat de transporteurs
- C. la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- D. la Chambre des métiers en tant qu'artisan transporteur

Pour obtenir l'autorisation d'exercer la profession de transporteur et l'inscription au registre national des entreprises de transport, il faut justifier à la fois et uniquement aux exigences :

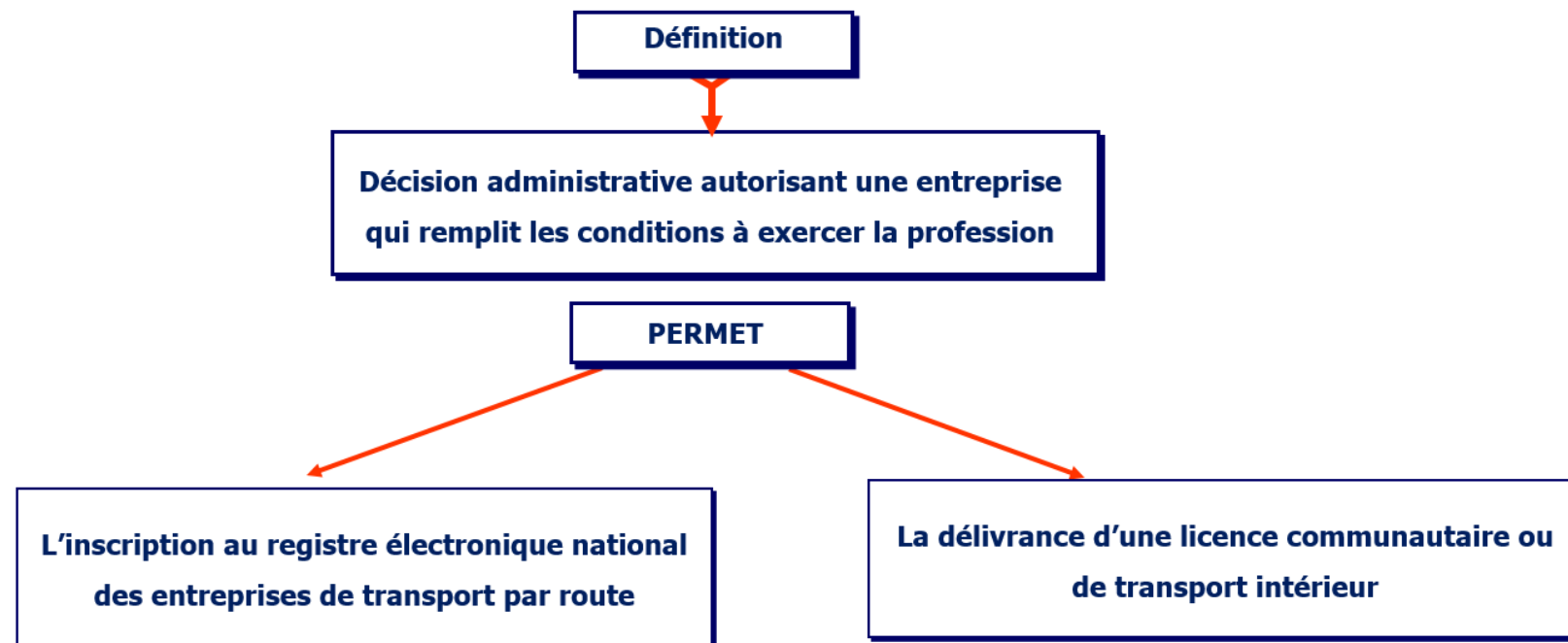
- A. d'honorabilité, d'établissement et de capacité financière
- B. de capacité financière et de capacité professionnelle
- C. de capacité financière, de capacité professionnelle, d'établissement et d'honorabilité
- D. d'honorabilité, d'établissement et de capacité professionnelle

Sondage 1 : exemple de QCU



Exploitation &
Attestation de capacité

AUTORISATION D'EXERCER



Autorisation d'exercer



LICENCE COMMUNAUTAIRE

LICENCE

Communauté Européenne

F

Ministère chargé des Transports

Licence n° _____

pour le transport international de voyageurs par route pour compte d'autrui effectué par autocar et autobus

La titulaire de la présente licence (1) _____

est admise à effectuer, sur le territoire de la Communauté, des transports internationaux de voyageurs par route pour compte d'autrui dans les conditions fixées par le règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et conformément aux dispositions générales de la présente licence.

Observations particulières : _____

La présente licence est valable du _____ au _____

Délivrée à _____

le _____

(2)

(1) Nom du ressortissant et adresse complète du transporteur.
(2) Signature et cachet de l'autorité ou de l'organisme compétent qui délivre la licence.

COPIE CONFORME

Communauté Européenne

F

Ministère chargé des Transports

Licence n° _____

pour le transport international de voyageurs par route pour compte d'autrui effectué par autocar et autobus

Copie certifiée conforme n° _____

La titulaire de la présente licence (1) _____

est admise à effectuer, sur le territoire de la Communauté, des transports internationaux de voyageurs par route pour compte d'autrui dans les conditions fixées par le règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et conformément aux dispositions générales de la présente licence.

Observations particulières : _____

La présente licence est valable du _____ au _____

Délivrée à _____

le _____

(2)

(1) Nom du ressortissant et adresse complète du transporteur.
(2) Signature et cachet de l'autorité ou de l'organisme compétent qui délivre la licence.

Licences



LICENCE de TRANSPORT INTERIEUR

LICENCE

République Française

F

Ministère chargé des Transports

Licence n°

pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui

La présente licence autorise (1)

n° SPEN

à effectuer, sous réserve des mentions spécifiques et des observations particulières ci-dessous, des transports intérieurs de personnes par route pour compte d'autrui dans les conditions définies par les lois et règlements en vigueur relative aux transports intérieurs de personnes par route.

Mentions spécifiques :

Observations particulières :

La présente licence est valable du au

Délivrée à

le

(2)

Modèle de licence n° 1000 - 10/01/2019

(1) Nom ou raison sociale et adresse complète de l'entreprise.
(2) Signature et cachet de l'autorité ou de l'organisme compétent qui délivre la licence.

COPIE CONFORME

République Française

F

Ministère chargé des Transports

Licence n°

pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui

Copie conforme n°

La présente licence autorise (1)

n° SPEN

à effectuer, sous réserve des mentions spécifiques et des observations particulières ci-dessous, des transports intérieurs de personnes par route pour compte d'autrui dans les conditions définies par les lois et règlements en vigueur relative aux transports intérieurs de personnes par route.

Mentions spécifiques :

Observations particulières :

La présente licence est valable du au

Délivrée à

le

(2)

Modèle de licence n° 1000 - 10/01/2019

(1) Nom ou raison sociale et adresse complète de l'entreprise.
(2) Signature et cachet de l'autorité ou de l'organisme compétent qui délivre la licence.

Licences



La licence de transport

DELIVREE POUR UNE DUREE MAXIMALE DE DIX ANS RENOUELABLE

Original conservé dans les locaux de l'entreprise

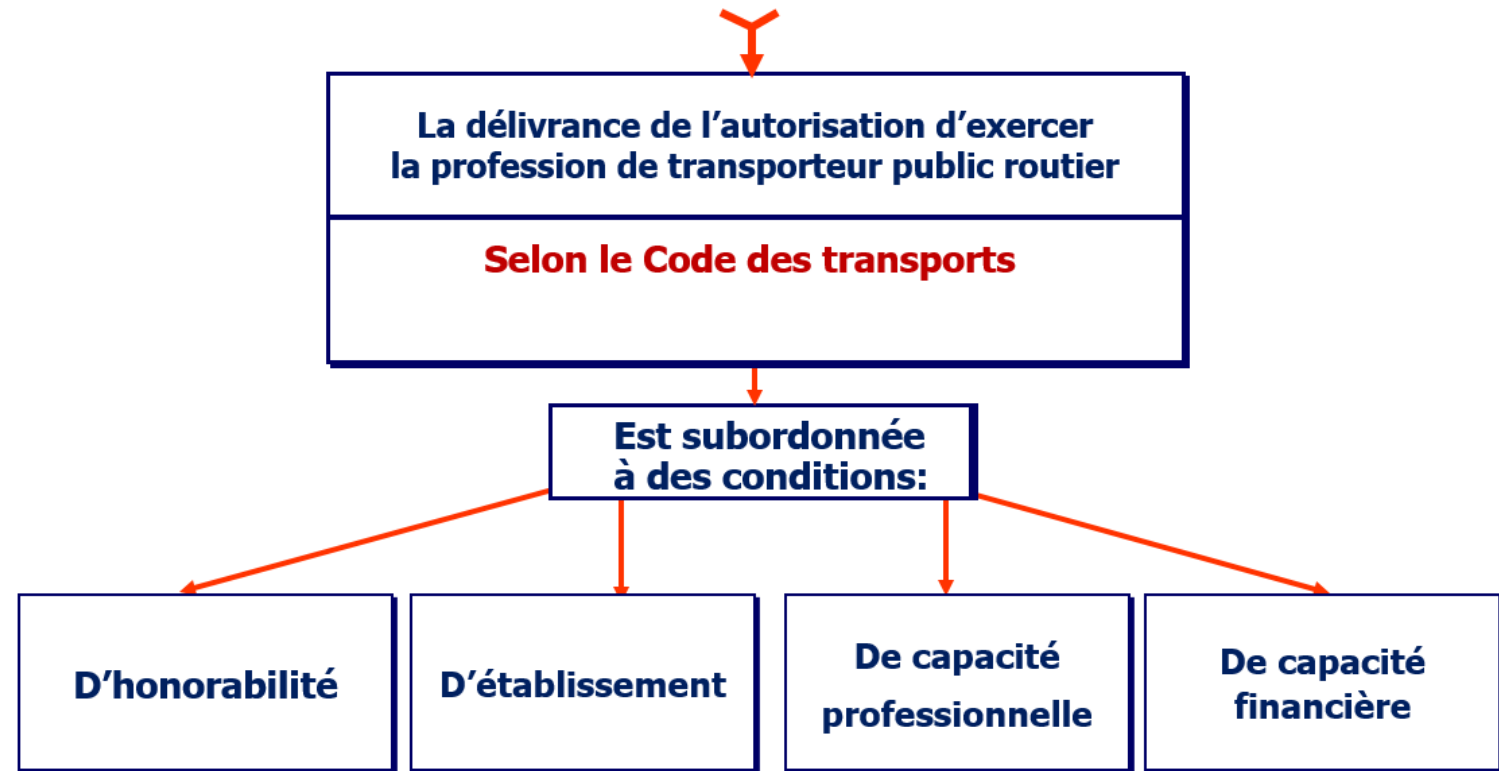
**UNE COPIE CERTIFIEE CONFORME NUMEROTEE A BORD DE
TOUT VEHICULE** effectuant un service de transport public de
personnes ou de Marchandises

A PRESENTER A TOUT AGENT PROCEDANT A UN CONTROLE

Licence de transport



AUTORISATION D'EXERCER



Autorisation d'exercer

2 questions sur les 4 suivantes :

Pour satisfaire à l'exigence d'établissement, l'entreprise doit :

- A. conserver ses documents administratifs et de gestion dans les locaux de l'expert comptable
- B. conserver ses principaux documents dans les locaux du siège de l'entreprise
- C. conserver ses principaux documents dans les locaux de la maison familiale ;
- D. conserver ses principaux documents de transport dans les locaux du siège de l'entreprise et ses documents de gestion dans la maison familiale sans information auprès de la DREAL

Pour satisfaire à l'exigence d'établissement, l'entreprise doit prouver qu'elle dispose exclusivement :

- A. en Espagne, de locaux où sont conservés ses documents essentiels, d'au moins un véhicule et d'équipements administratifs et installations techniques
- B. en France, de locaux où sont conservés ses documents essentiels et d'au moins un véhicule
- C. en France, d'un parc de véhicules affectés à l'activité de transport et d'un atelier de maintenance
- D. en France, de locaux où sont conservés ses documents essentiels, d'au moins un véhicule, d'équipements administratifs et d'installations techniques

Pour satisfaire à l'exigence d'établissement, l'entreprise doit :

- A. uniquement posséder des locaux où sont conservés ses principaux documents
- B. disposer d'un ou plusieurs véhicules immatriculés, détenus en pleine propriété ou en location
- C. posséder un véhicule immatriculé en France et des véhicules immatriculés à l'étranger affectés à l'activité de transport
- D. posséder des véhicules immatriculés en France et peut avoir des locaux à l'étranger

Pour satisfaire à l'exigence d'établissement, l'entreprise doit :

- A. diriger l'activité de transport sans obligations particulières de moyens mobiliers, immobiliers et d'ateliers ou d'équipements de maintenance de véhicules
- B. diriger l'activité de transport au moyen d'équipements administratifs et d'installations techniques
- C. diriger l'activité de transport au moyen d'équipements administratifs en France et peut avoir des installations techniques en Pologne
- D. diriger l'activité de transport au moyen d'équipements administratifs uniquement

Sondage Etablissement :



Des exemples de questions rédigées :

Quels sont les attributions de la DREAL ?

Correction

La DREAL :

- Délivre les attestations de capacité,
- Délivre l'autorisation d'exercer la profession,
- inscription au registre électronique nationale des transporteurs,
- délivre les licences de transport intérieur et communautaire,
- effectue les contrôles sur route et en entreprise,
- émet des avis de sanctions au préfet

Citez les exigences (conditions) obligatoires pour être inscrit au Registre électronique national des entreprises de transport

Correction

La capacité professionnelle, l'honorabilité professionnelle, la condition d'établissement, la capacité financière.

Exemples de Questions rédigées



L'EXIGENCE D'ETABLISSEMENT

- **L'entreprise doit disposer et désigner :**
 - ✓ **des locaux** (siège ou établissement principal si siège pas en France) dans lesquels elle conserve :
 - l'original de sa licence communautaire et/ou de transport intérieur
 - tous les documents liés à l'activité transport
 - ✓ **d'un ou plusieurs véhicules** pour exercer son activité de transport (en propre ou en location)
 - ✓ **d'équipements administratifs**
 - ✓ **d'installations techniques** permettant de diriger de façon effective et permanente l'activité transport (Sauf pour les véhicules de moins de 9 places ou dont le PMA est limité à 3,5 Tonnes)

Condition d'établissement



Quels documents ?

➤ La liste en est donnée par arrêté :

- Autorisation d'exercer la profession de transporteur routier ;
- Licence communautaire ou licence de transport intérieur ;
- Lettres de voiture et documents de transport ;
- Éléments constitutifs du registre des opérations de transport confiées à des sous traitants, pour les entreprises de TRM ;
- Documents comptables ;
- Photocopie des « certificats d'immatriculation » des véhicules ;
- Documents de gestion du personnel (dont la liste à jour des conducteurs et photocopie des attestations conducteurs)
- Documents contenant les données relatives au temps de conduite et de repos des conducteurs;
- **les billets collectifs, l'assurance pour le transport de personnes et l'attestation d'aménagement, pour les entreprises de transport public routier de personnes.**

Lorsque tout ou partie de ces documents sont conservés dans des locaux distincts (exemple : documents comptables chez un expert comptable), l'entreprise doit en informer la DREAL.

Condition d'établissement :



Réponses au sondage :

Q1 : réponse 4

Q2 : réponse 1

Les réponses :



2 questions avant de démarrer

Condition d'honorabilité : sondage

L'HONORABILITE (1)

Doit être remplie par :



- L'entreprise personne morale
 - **Le Gestionnaire Transport**
(le titulaire de l'Attestation de Capacité professionnelle)
- ET**
- **Les dirigeants de l'entreprise**
(commerçant indépendant, gérants SARL, associés des SNC et commandites, président et DG des SA, SAS et Régie ...)

Consiste en quoi ?



Pas d'interdiction d'exercer
inscrite au casier judiciaire

Pas de condamnation pour
délit ou infractions multiples à
diverses réglementations

Condition d'honorabilité



L'HONORABILITE (2)

**Peuvent notamment faire perdre l'honorabilité,
si figure au bulletin n° 2 de son casier judiciaire :**

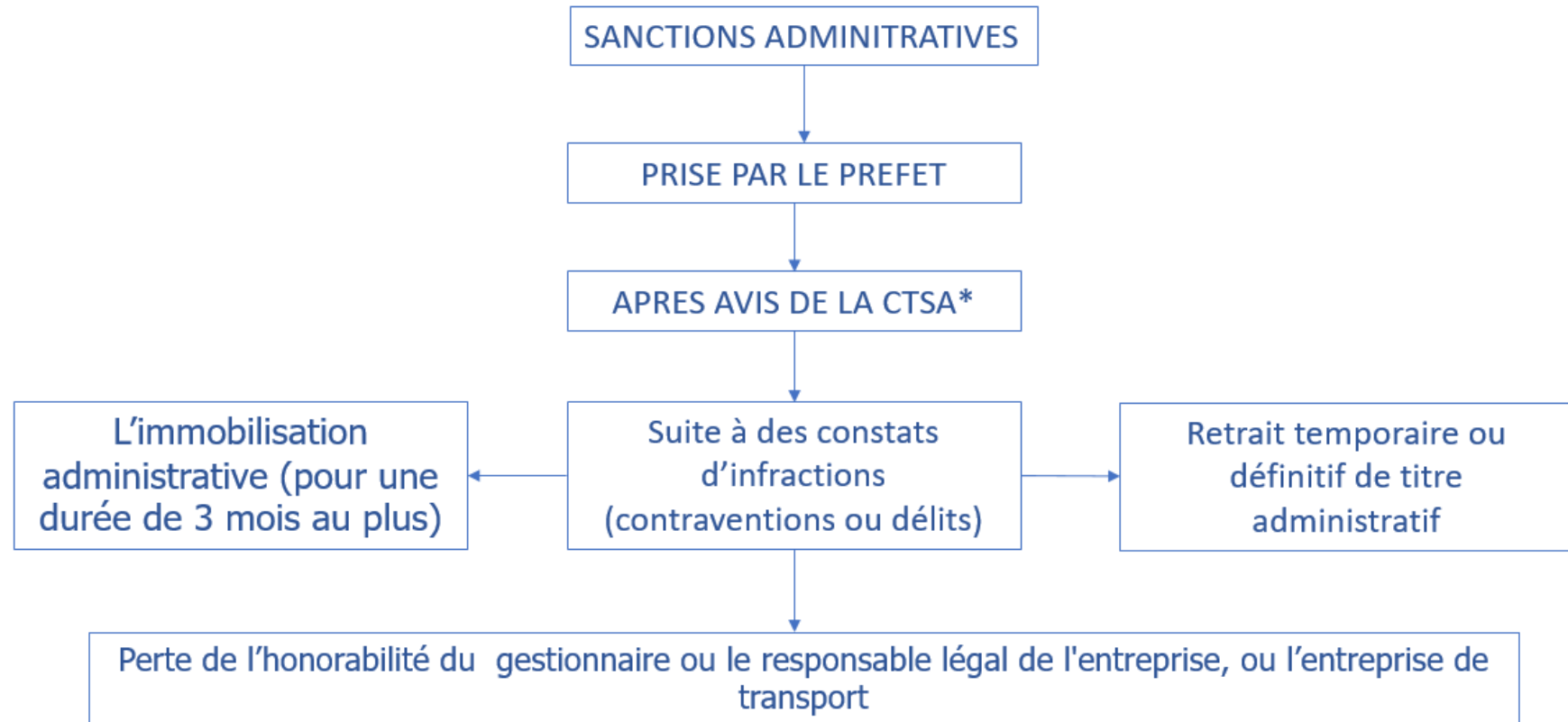
- Condamnations inscrites au casier judiciaire **interdisant d'exercer une profession commerciale ou industrielle**
- Plusieurs condamnations inscrites au casier judiciaire pour des **infractions au code pénal, code de commerce, code du travail, code de la route, code des transports ou code de l'environnement qui sont des délits**
- Plusieurs **amendes pour contravention à certains articles du code de la route** (grand excès de vitesse, surcharge véhicule), à la **réglementation relative à la formation des conducteurs, à la réglementation sur le temps de travail des conducteurs**

Les personnes qui ne résident pas en France ou les personnes résidant en France depuis moins de 5 ans, doivent apporter la preuve de non condamnation pour des faits similaires.

Condition d'honorabilité



les sanctions administratives



Condition d'honorabilité



LA CAPACITE PROFESSIONNELLE dans le cadre du transport routier de personnes

- Elle **atteste de connaissances** en matière de :
 - Gestion financière et commerciale
 - Réglementations sociale et professionnelle (nationale et internationale)
 - Normes techniques et Sécurité

Obtenue en passant avec succès un examen annuel organisé par le
Ministère en charge des transports

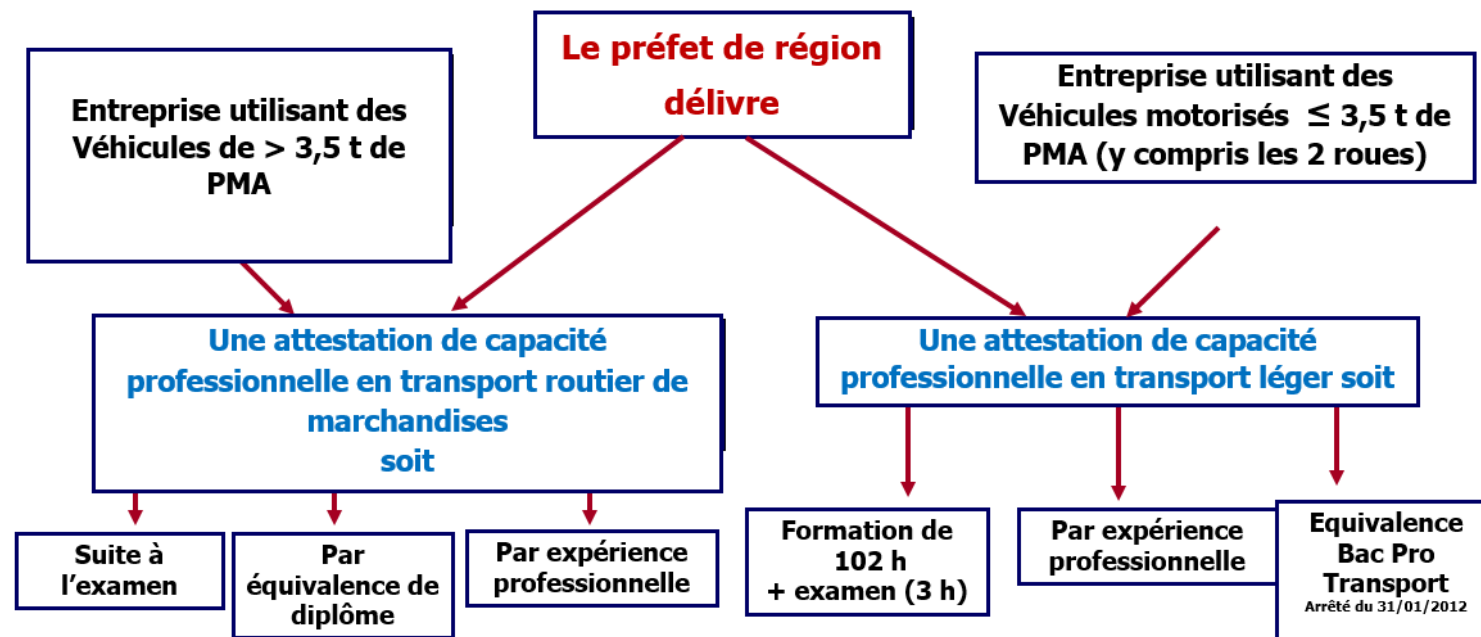
Formalisée par un document intitulé "**Attestation de capacité
professionnelle au transport routier de personnes**"

Peut également être délivré aux personnes:

- titulaires de certains diplômes (liste fixée par arrêté ministériel)
- Ayant géré de manière continue une entreprise de transport routier de personnes dans l'U.E durant les
10 années précédant 2009

Capacité professionnelle : Voyageur

LA CAPACITE PROFESSIONNELLE DANS LE TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES



Capacité professionnelle : transport marchandises

LA CAPACITE PROFESSIONNELLE (2)

- Elle doit être **détenue par le Gestionnaire de transport** de l'entreprise qui assure la direction permanente et effective de l'activité transport de l'entreprise.
- Le titulaire d'une attestation de capacité professionnelle qui n'a pas géré une entreprise de transport public de personnes dans **les 5 dernières années** peut être soumis à l'obligation de suivre une **formation d'actualisation de connaissances** avant d'être désigné gestionnaire

Incessible : ne peut être ni louée, ni prêtée, ni vendue...

Capacité professionnelle :



2 questions ...plus délicates

Qcm donc réponses multiples sur la base de QR suivantes

Exemple de questions rédigées

La délivrance de l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises ou de personnes est soumise à l'obligation de satisfaire à une exigence de capacité financière.

- A) Comment se détermine le montant de la capacité financière ?
- b) Quel document comptable permet de vérifier si l'entreprise de transport remplit l'exigence de capacité financière ?
- c) Quel est le montant maximum de la garantie le cas échéant ?

Capacité financière : sondage



LA CAPACITE FINANCIERE EN TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

L'entreprise doit disposer d'un capital et de réserves ou de cautions (pour la moitié du montant exigible)

	PMA ou MMA	1 ^{er} véhicule	Véhicule(s) supplémentaire (s)
Métropole	> 3,5 T	9000€	5000€
	Jusqu'à 3,5 T	1800€	900€
DOM TOM	> 3,5 T	6000€	3000€
	Jusqu'à 3,5 T	600€	600€

Les véhicules pris en compte pour le calcul sont les véhicules à moteur



Capacité financière : transport de marchandises

Des similitudes !

LA CAPACITE FINANCIERE EN TRANSPORT ROUTIER DE PERSONNES

SON MONTANT

TRANSPORT ROUTIER VOYAGEURS		Montant par véhicule
< 9 places	Tous les véhicules	1.500 €
	1 ^{er} véhicule	9.000 €
> 9 places	Véhicules suivants	5.000 €

SA FORME

Capitaux propres de l'entreprise
et/ou
Garantie financière * accordée par
un ou plusieurs organisme
financier

VEHICULES PRIS EN COMPTE POUR LE CALCUL

Tous les véhicules exploités par l'entreprise :

- Faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail
- Propriété de l'entreprise
- En location

* Garantie plafonnée à 50% du
montant
exigible de capacité financière

Capacité financière : transport de voyageur



Question 1 : R1 – R 3 et R5

Question 2 : R1 – R2 – pas R3 car le minimum est de 14500 €

Réponses au QCM :



Y en a-t-il dans
le webinaire ?

CAS PARTICULIER DES DEPARTEMENTS ET REGIONS D'OUTRE- MER

- Les entreprises qui **déclarent limiter leurs activités** à la seule collectivité où elles sont installées peuvent bénéficier d'un **dispositif d'accès à la profession adapté** pour :
 - la capacité professionnelle
 - la capacité financière
- Les autres doivent remplir les mêmes conditions qu'en métropole

Cas des DOM et ROM



ACTIVITE LIMITEE AUX DEPARTEMENTS ET REGIONS D'OUTRE- MER

CAPACITE PROFESSIONNELLE

- **Examen adapté tenant compte de la limitation de l'activité**
- **Sanctionné par la délivrance d'une "Attestation de capacité professionnelle en transport routier de personnes adaptée à l'Outre-Mer "**
- **Délivrance par la DREAL d'une licence de transport intérieur, quelque soit la capacité des véhicules utilisés par l'entreprise**

Cas des DOM et ROM



ACTIVITE LIMITEE AUX DEPARTEMENTS ET REGIONS D'OUTRE- MER Mayotte compris

CAPACITE FINANCIERE

- Véhicules < 10 places* : 1 000 € par véhicule (au lieu de 1 500 €)
- Véhicules \geq 10 places* – pas de changements
 - ✓ 9 000 € pour le 1er
 - ✓ 5 000 € pour les suivants

*Pas de particularités concernant les véhicules
pris en compte et la forme de la garantie*

* Conducteur compris

Cas des DOM et ROM



La société BONTRANS a été créée en 2010 sous forme de société anonyme par M. ETIENNE. Celui-ci, président du conseil d'administration, détient 89 % du capital. Son épouse y est salariée comme gestionnaire de transport.

Cette entreprise dispose de 30 Véhicules et ne dispose que de licence communautaire en raison du PMA de ses véhicules. Elle a pour activité principale le transport régulier entre le Sud-Ouest et l'Est de la France.

VOUS DISEPOSEZ DES BILANS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES EN ANNEXE 3.

QUESTION N°1 :

- Rappeler les 4 conditions auxquelles doit satisfaire en permanence la société BONTRANS pour exercer la profession de transporteur public routier de personnes.
- Dans une société anonyme, quelles personnes doivent satisfaire à l'exigence d'honorabilité professionnelle ?
- Quelle procédure l'entreprise BONTRANS doit-elle respecter pour justifier du respect de l'exigence de capacité financière ? Dans quel délai ? Peut-elle être dispensée de cette procédure ?
- Quels sont les postes comptables pris en compte pour la détermination du montant de capacité financière dont dispose l'entreprise ?
- La société BONTRANS satisfait-elle à l'exigence de capacité financière au terme de l'année N ? Dans la négative, par quels moyens l'entreprise peut-elle recouvrer la capacité financière pour l'année N ? Justifier vos réponses.

Transversalité :
savoir lire un
bilan

Année N	Année N-1	PASSIF	Année N	Année N-1
38 878	39 479	Capitaux propres		
		Capital social	125 000	125 000
601	396	Réserve légale	12 500	12 500
86 856	55 411	Autres réserves	37 694	37 694
		Report à nouveau	-47 167	
548	548	Résultat de l'exercice	4 728	-47 167
		Provisions réglementées	0	0
126 883	95 834	TOTAL capitaux propres	132 755	128 027
		Provisions pour risques et charges		
		Dettes		
		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	165 990	142 912
		Fournisseurs et comptes rattachés	422 620	375 316
		Dettes fiscales et sociales	664 659	634 801
		Dettes sur immobilisations		1 467
		Autres dettes	406	
		TOTAL dettes	1 253 675	1 154 496
		TOTAL PASSIF	1 386 430	1 282 523

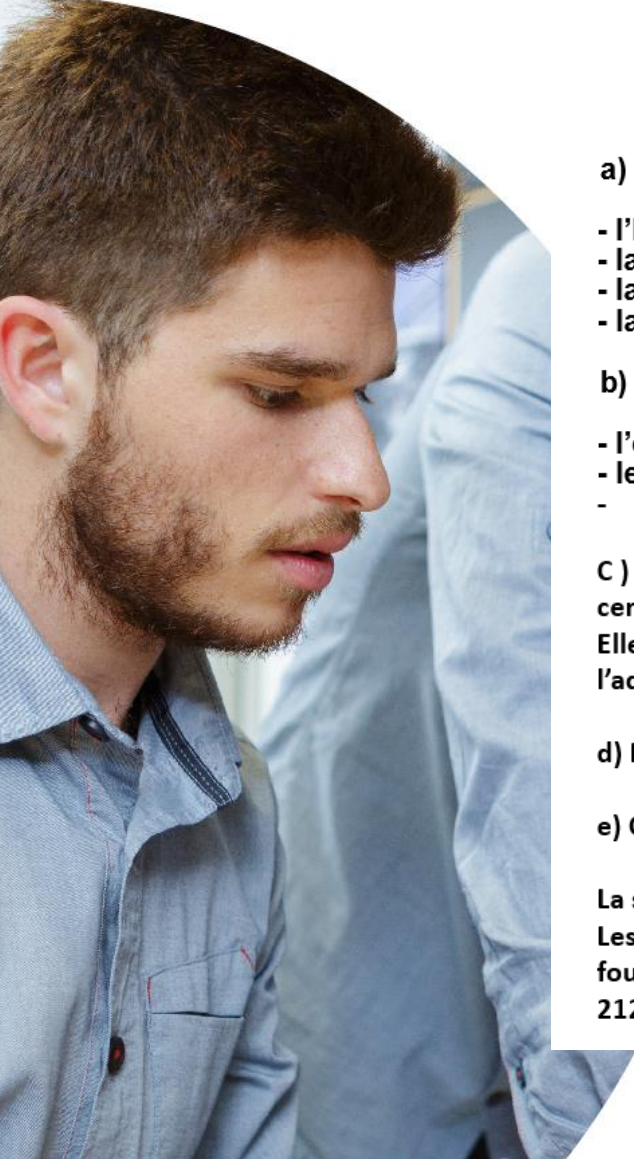
Année N	Année N-1	ACTIF
		Actif circulant
		Stocks matières 1 ^{er}
		Créances clients et comptes rattachés
		Autres créances
		Disponibilités
		Charges constatées d'avance
		TOTAL actif circulant
		TOTAL ACTIF

Cas d'entraînement



ACTIF	Année N	Année N-1	PASSIF	Année N	Année N-1
Immobilisations incorporelles	38 878	39 479	Capitaux propres		
Immobilisations corporelles			Capital social	125 000	125 000
Installations techniques, matériel	601	396	Réserve légale	12 500	12 500
Autres immobilisations corporelles	86 856	55 411	Autres réserves	37 694	37 694
Immobilisations financières			Report à nouveau	-47 167	
	548	548	Résultat de l'exercice	4 728	-47 167
			Provisions règlementées	0	0
TOTAL actif immobilisé	126 883	95 834	TOTAL capitaux propres	132 755	128 027
Actif circulant			Provisions pour risques et charges		
Stocks matières 1 ^{ère}	41 222	50 515	Dettes		
Créances clients et comptes rattachés	1 066 863	939 798	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	165 990	142 912
Autres créances			Fournisseurs et comptes rattachés	422 620	375 316
Disponibilités	66 753	59 550	Dettes fiscales et sociales	664 659	634 801
Charges constatées d'avance	55 872	95 768	Dettes sur immobilisations		1 467
	28 837	41 058	Autres dettes	406	
TOTAL actif circulant	1 259 547	1 186 689	TOTAL dettes	1 253 675	1 154 496
TOTAL ACTIF	1 386 430	1 282 523	TOTAL PASSIF	1 386 430	1 282 523

Cas d'entraînement



a) Les 4 conditions auxquelles doit satisfaire la société BONTRANS sont :

- l'honorabilité professionnelle,
- la capacité professionnelle,
- la capacité financière,
- la condition d'établissement.

b) Les personnes soumises à la condition d'honorabilité sont :

- l'entreprise, personne morale
- le président du conseil d'administration, (les membres du directoire), les directeurs généraux
- le gestionnaire de transport

C) L'entreprise doit adresser chaque année à la DREAL dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable, la liasse fiscale correspondante certifiée par un expert-comptable, un commissaire aux comptes, un centre de gestion agréé, ou une association de gestion et de comptabilité. Elle peut en être dispensée si elle signale sur sa déclaration fiscale qu'elle relève du secteur du transport routier (la liasse est alors transmise par l'administration fiscale).

d) Poste du bilan : montant des capitaux propres dont sont déduits les montants du capital souscrit non appelé et du capital souscrit appelé non versé

e) Capacité financière exigée = $9\,000 + 5\,000 \times 29 = 154\,000$ €

Capitaux propres = 132 755 €

La société BONTRANS ne satisfait pas à l'exigence de capacité financière car ses capitaux propres sont inférieurs à la capacité financière exigée.

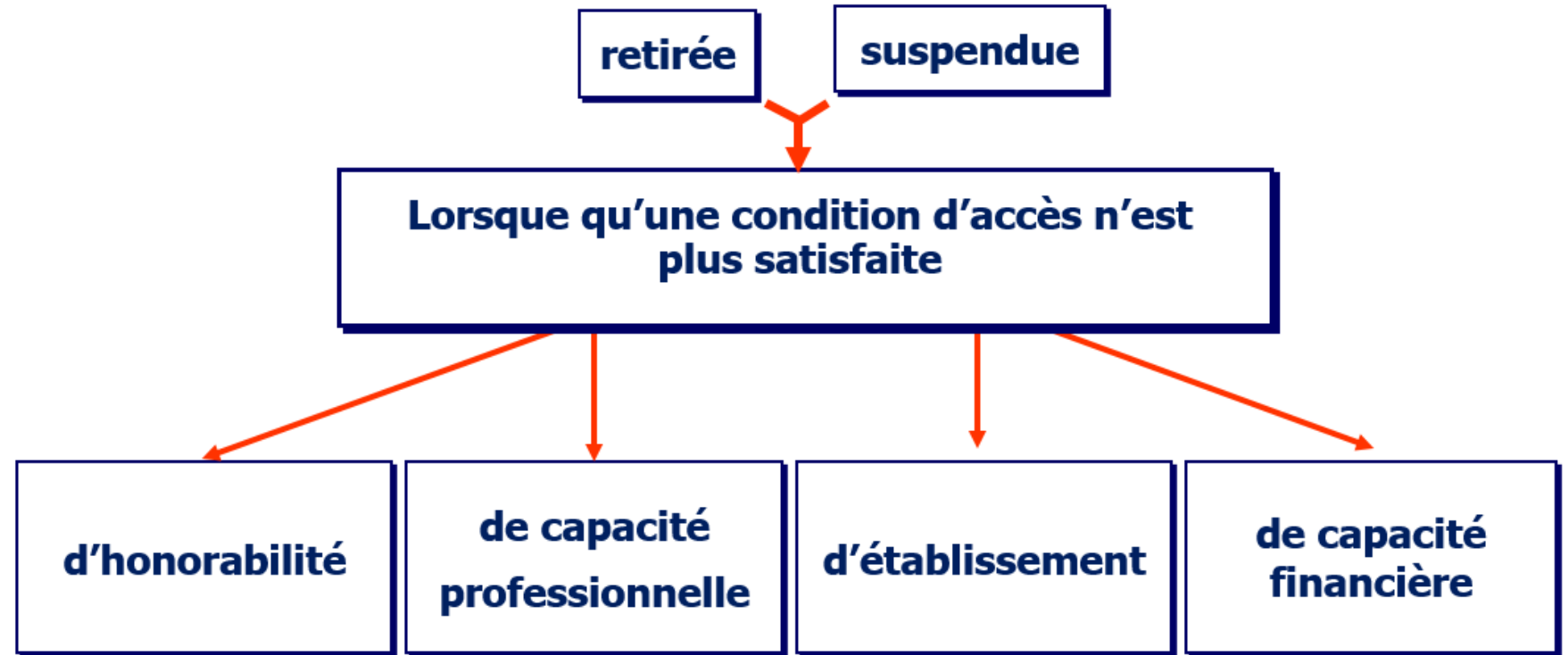
Les moyens à disposition de l'entreprise sont :

fournir en complément une garantie accordée pour une durée d'un an minimum par un organisme bancaire ou d'assurances pour un montant de 21245 €, réduire son parc de véhicules et restituer le nombre de copie conforme correspondant, faire un apport en capital.

Correction du cas d'entraînement



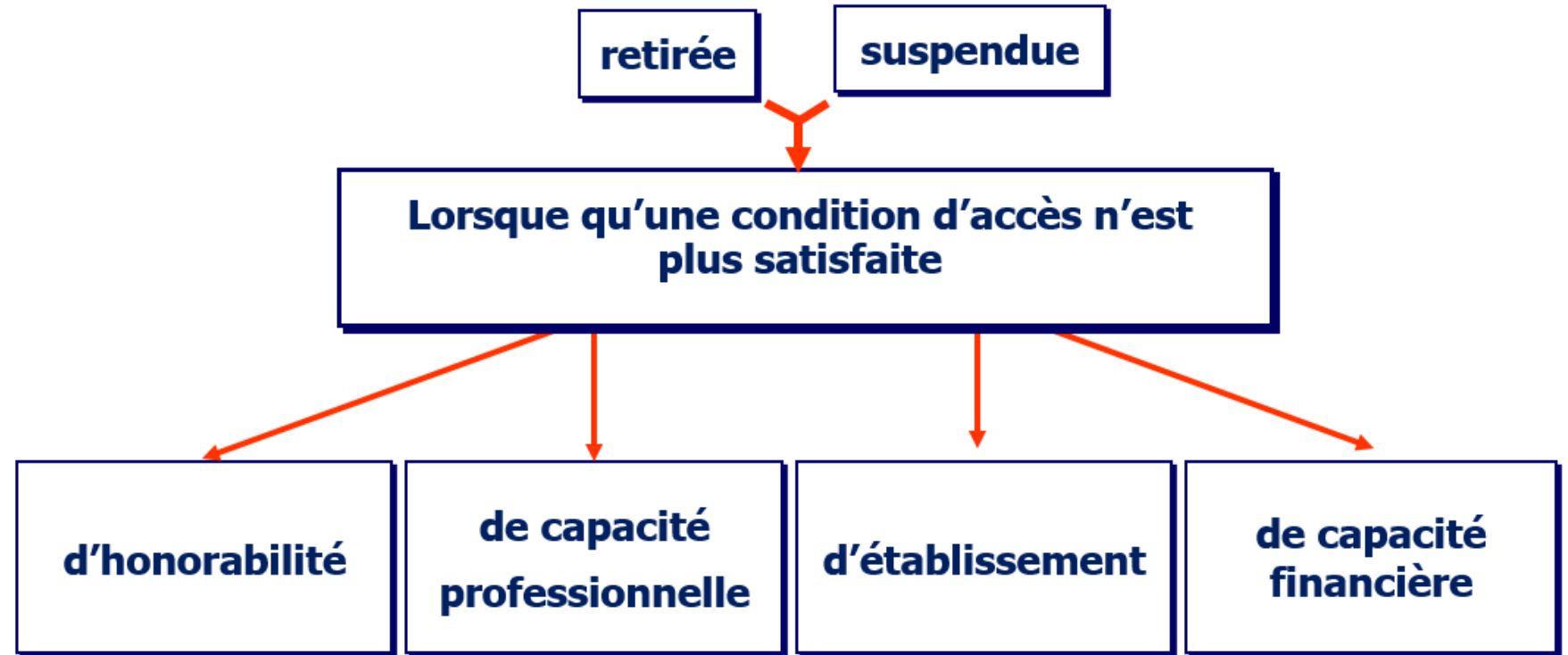
AUTORISATION D'EXERCER



Et la suite de l'autorisation d'exercer ?



AUTORISATION D'EXERCER



Et la suite de l'autorisation d'exercer ?



DEROGATIONS POUR L'INSCRIPTION AU REGISTRE

**POUR LEUR INSCRIPTION AU REGISTRE DES TRANSPORTS
SONT DISPENSES DES CAPACITES PROFESSIONNELLE ET FINANCIERE**

Particuliers et associations effectuant des transports scolaires et/ou à la demande avec un seul véhicule ≤ 9 places, conducteur compris, en cas de carence de l'offre

Entreprises effectuant des transports réguliers et/ou à la demande avec un seul véhicule ≤ 9 places, conducteur compris, et dont l'activité transport est accessoire à une activité principale autre que transport

Régies de collectivités territoriales disposant de 2 véhicules au maximum et effectuant des transports à des fins non commerciales

Entreprises n'utilisant que des petits trains routiers touristiques
(limités à 30 km/h, 3 remorques et à 18 m de long)

Entreprises de taxis effectuant des transports publics routiers de personnes avec un véhicule ≤ 9 places, conducteur compris ou avec un véhicule taxi

Art. R3113-10 et 11 code transports

Les cas de dérogation ?

Activité de vos modules



Qui échappe ?

Activité de type clic : cliquez sur les images représentant des activités de transport qui échappent à la réglementation transport



échappe



échappe



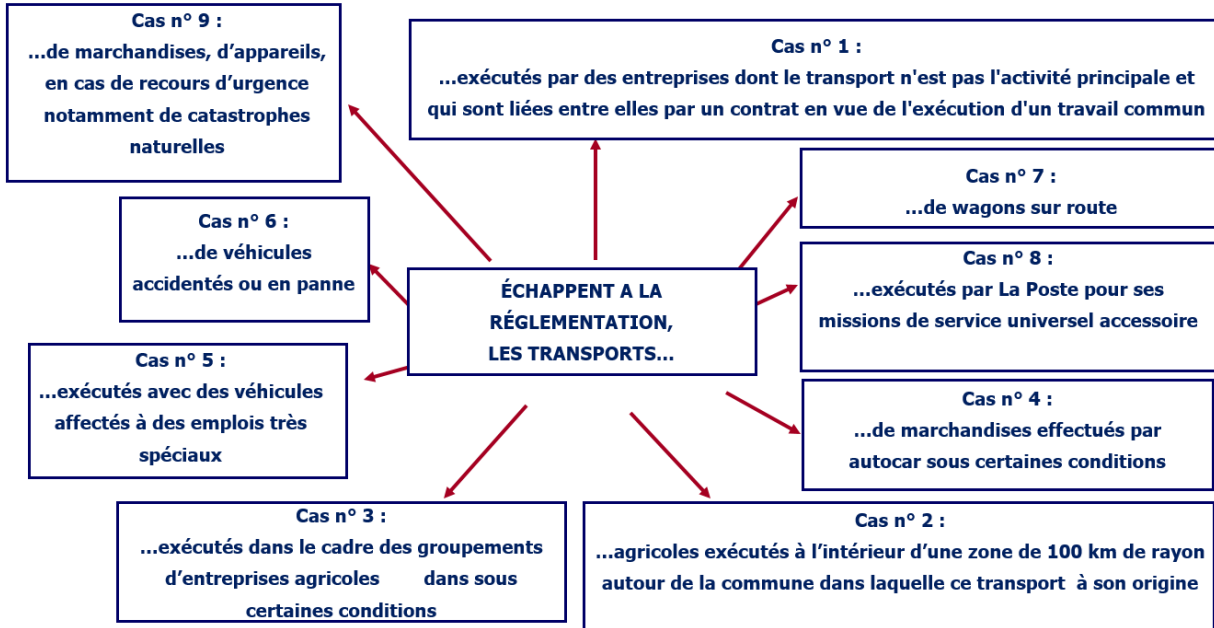
échappe

échappe



13/24

DEROGATIONS POUR L'INSCRIPTION AU REGISTRE



Qui échappe ?



Les conseils du formateur et les attendus des examens :

- Etre en mesure de citer et définir les 4 conditions d'accès à la profession
- Etre en mesure de calculer la capacité financière selon le nombre et type de véhicule
- Quels documents et quels sont les postes comptables pris en compte par la DREAL pour vérifier la capacité financière
- Comment peut-on régulariser sa situation au vu de la capacité financière exigible et dans quel Délai?
- Connaitre les titres d'exploitation qui sont délivrés par la Dreal

Sondage de fin de webinaire et Synthèse



Vos autres références :
Véhicule léger : livret de synthèse

LIVRET DE SYNTHESE
N° 3
L'entreprise et le cadre réglementaire de
l'activité de transport

SOMMAIRE

1. ORGANISATION OFFICIELLE DE LA PROFESSION	3
1.1 Les institutions administratives	3
2. CADRE REGLEMENTAIRE DE L'ACTIVITE TRANSPORT.....	3
2.1 Conditions d'accès à la profession.....	4
2.1.1 Condition d'établissement	4
2.1.2 Condition d'honorabilité.....	5
2.1.3 Condition de capacité financière	7
2.1.4 Condition de capacité professionnelle	8
2.2 L'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises, de déménagement, et/ou de loueur de véhicule avec conducteur .	9

Guide Celse : référence 2020

Marchandises > 3,5 t :

Partie B

Page B1 à B16 et annexe B50

Voyageurs Lourd et léger

Partie C2

Page C10 à C16 et annexe C5

Votre référence



Des formations pour aller loin

aftral.com |      | 0 809 908 908

Service gratuit
+ prix appel

